

Construction d'une démocratie numérique ouverte à Taïwan

mercredi 4 juillet 2018, par [COCA Nithin](#) (Date de rédaction antérieure : 10 avril 2018).

En 2014, le Mouvement Tournesol des étudiants a secoué sur ses bases la nation insulaire de Taïwan. Cette coalition populaire conduite par des jeunes s'est servie d'outils de délibération citoyenne novateurs basés sur la technologie numérique en partage libre pour bloquer la signature d'un accord commercial très controversé avec la Chine, que le parti du Kuomintang, alors au pouvoir, tentait de faire adopter par le biais d'une procédure législative accélérée. Les images de l'occupation du parlement national durant trois semaines à l'issue desquelles les étudiants ont obtenu satisfaction à un grand nombre de leurs revendications ont fait le tour du monde.

« Ce fut un événement d'une portée formidable pour Taïwan, qui a suscité un réel regain d'enthousiasme... et une conviction chez les jeunes que la politique restait un enjeu dans lequel ils devaient et pouvaient s'investir », a déclaré Shelley Rigger, professeure et experte en politique taïwanaise à la Davidson University, en Caroline du Nord.

Deux ans plus tard, dans le cadre d'un événement que d'aucuns associent aux manifestations Tournesol, la candidate de l'opposition progressiste, Tsai Ing-wen, fut élue à la présidence, avec un programme qui relayait une partie des demandes des contestataires du Mouvement Tournesol, y compris un engagement pour une gouvernance transparente.

Elle nomma l'une des protagonistes du mouvement de 2014, Audrey Tang, au poste nouvellement créé de ministre du Numérique. Depuis lors, Taïwan a fait des pas de géant dans le domaine de la démocratie numérique, de l'autonomisation citoyenne et même de la participation civique des jeunes.

« Nous assistons chez les jeunes à une montée de l'activisme et de l'engagement », a indiqué madame Rigger. *« Le Mouvement Tournesol a donné une image plus cool à l'engagement politique. »*

Participation citoyenne accrue dans la gouvernance

Depuis l'élection de Tsai Ing-wen en 2014, divers outils numériques ont été lancés à Taïwan pour élargir la participation citoyenne dans la gouvernance. Ceux-ci incluent la plateforme nationale [VTaiwan](#), l'outil [Ivoting](#), propre à la ville de Taipei, et l'outil [JOIN](#), spécifiquement centré sur le pouvoir législatif.

L'une des applications les plus utiles des outils numériques en matière de concertation des citoyens et autres parties prenantes dans le processus législatif a eu lieu au moment où le pays légiférait sur les services de location de voitures avec chauffeur comme Uber et Grab. Dans beaucoup de villes, [Uber s'est implanté en coupant aux réglementations existantes](#) pour, subséquemment, se livrer à un lobbying intense auprès des gouvernements pour leur faire accepter leur présence.

Ce qui a pour effet de nuire tant aux chauffeurs de taxis existants qu'aux travailleurs au cachet, de l'anglais « *gig workers* ». D'après un récent rapport du Centre de recherche sur la politique énergétique et environnementale du Massachusetts Institute of Technology, les chauffeurs d'Uber et de Lyft aux États-Unis touchent à peine USD 3,37 de l'heure en moyenne, après déduction des frais d'assurances, d'entretien, de réparations et de combustible.

À Taïwan, une ouverture accrue a pu être donnée au processus d'élaboration de politiques relatives aux services de location de véhicules avec chauffeur et aux taxis par le biais de la plateforme VTaïwan et des outils comme [Discourse](#), [Pol.is](#) et [Sli.do](#), ainsi que de réunions hors ligne, pour faire en sorte que les chauffeurs, notamment, puissent eux aussi assister. Au total, plus de 4500 personnes ont participé et leurs commentaires ont été synthétisés sous forme de sept points généralement convenus, lesquels ont ensuite été traduits sous forme de réglementations.

« Lorsqu'une réglementation est délibérée de cette façon, il s'avère extrêmement difficile pour les législateurs de ne pas la voter », explique Audrey Tang. « Et il n'y a pas eu de réaction adverse car il y a généralement consensus entre les parties. »

Une entité qui n'était pas d'accord était Uber, qui a répondu en quittant Taïwan. La firme est depuis revenue à Taïwan mais opère désormais à une échelle nettement moindre que dans d'autres grands marchés. [D'aucuns y voient une victoire](#) des citoyens, des travailleurs et des législateurs contre une entreprise notoire pour son exploitation criante.

Si le dossier Uber a constitué un succès, il reste encore énormément de progrès à faire. Le *Taiwan Open Government Report 2017*, publié l'automne dernier, a examiné dans quelle mesure les dispositions prises par l'administration de la présidente Tsai ont contribué à l'accomplissement de ses objectifs en matière de transparence et de participation. Le rapport a conclu qu'il restait encore beaucoup de chemin à faire à Taïwan.

Alors que des outils comme VTaïwan ont donné une grosse longueur d'avance au pays sur la plupart des autres démocraties en termes d'intégration de technologies de délibération citoyenne, cela ne signifie pas forcément que la participation soit universelle. Un important défi identifié par le rapport est que beaucoup de Taïwanais, notamment à l'extérieur de la capitale Taipei, ou les personnes du troisième-âge, ne sont toujours pas familiarisés avec ces outils de participation citoyenne.

« Par exemple... si vous demandez à quelqu'un dans la rue 'connaissez-vous VTaïwan?', beaucoup de gens vous répondront qu'ils ne savent pas de quoi il s'agit », indique Mei-chun Lee, chercheuse auprès de l'Open Culture Foundation, à Taïwan, et coauteure du rapport. « C'est un problème. Comment pouvons-nous élargir notre représentation ? Comment accroître notre engagement avec le grand public à l'heure de nous attaquer à ces enjeux ? »

Les chercheurs ont déterminé qu'en dehors de quelques rares exemples comme le cas des services de location avec chauffeur, la participation à VTaïwan reste faible, alors que les outils comme IVoting et JOIN connaissent des difficultés similaires. Le rapport préconise des investissements accrus dans la sensibilisation et l'éducation sur les différentes plateformes, de même qu'une augmentation des réunions assistanciennes, de manière à atteindre les personnes non familiarisées aux applications mobiles ou Web.

Madame Tang reconnaît que de nombreux membres de son gouvernement sont réticents au changement ou craignent un excès de transparence ou l'utilisation de nouveaux outils.

« Notre mission consiste à prendre ce qui constituait, naguère, un processus extrêmement onéreux et, si possible, de le mettre à l'échelle, autrement dit que tous les ministères puissent introduire certaines de ces innovations procédurales dans leur travail », a expliqué Audrey Tang.

Le contexte régional de Taïwan

Le progrès de Taïwan est unique dans une région en proie à une régression de la démocratie active. Selon l'Indice de démocratie [Freedom House](#), publié au début de cette année, la majorité des pays de la région Asie-Pacifique devenaient moins libres.

Cela inclut le grand voisin de Taïwan. Du fait que la Chine continue de considérer Taïwan comme une partie intégrante de son territoire, le pays n'est pas un membre des Nations Unies et n'est pas autorisé à battre son pavillon aux Jeux olympiques. D'aucuns considèrent que les mouvements sociaux à Taïwan sont intrinsèquement liés à la situation singulière du pays, en tant que voisin de la Chine mais aussi en tant que jeune démocratie qui, il y a quelques décennies seulement, s'affranchissait de sa propre dictature.

« Une raison, pour moi, qui explique le dynamisme de la communauté technologique citoyenne est que notre génération est la première à jouir de la liberté de la presse, de la liberté d'expression, de la liberté de rassemblement », affirme madame Tang. « Et les personnes qui exercent [ces droits] sont aussi celles qui ont grandi avec les PC et le Web. »

D'autre part, la Chine, en proie à une répression débridée de la liberté d'expression, offre une juxtaposition très réelle entre la fragilité de la démocratie et les libertés dont jouissent les Taïwanais à l'heure actuelle.

La victoire de Tsai contre le parti du Kuomintang, plus proche de Beijing, a suscité une réaction crispée de la part de son voisin dominant. Ces derniers mois ont vu s'intensifier les pressions faites par la Chine sur les pays et entreprises étrangères pour qu'ils [arrêtent de signaler Taïwan comme un pays](#) à part entier sur leurs plateformes Web ou leurs labels. Le site web de la chaîne d'hôtels internationale Marriott a été bloqué durant plusieurs jours en Chine après qu'elle eût inclus Taïwan et le Tibet dans sa liste de pays dans le cadre d'une enquête clients. La Suède a récemment modifié le statut de Taïwan de pays à « province de Chine » sur le site web de l'Agence fiscale suédoise.

« Si Taïwan est une des démocraties les plus fortes c'est parce qu'elle est à ce point menacée », indique Rigger. « Les gens se souviendront toujours qu'ils doivent faire preuve de prudence. »

Pour l'heure, les « *hacktivistes* » Taïwanais continueront à consolider leurs avancées démocratiques, même si l'avenir dépendra probablement autant de ce qui arrivera à Beijing qu'à Taipei.

Nithin Coca

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Equal Times

<https://www.equaltimes.org/construction-d-une-democratie#.Wzv-2mAzbIV>